

ASiEC

Asamblea Social de la Izquierda de Cataluña
Assemblea Social de l'Esquerra de Catalunya

Lettre ouverte au Comité Exécutif National du Parti Communiste Français

En tant que membres de l'association "Assemblea Social de l'Esquerra de Catalunya-Asamblea Social de la Izquierda de Cataluña" (ASEC-ASIC), nous sommes très préoccupés à propos des positions que l'organisation historique de référence des communistes français aurait adoptées vis-à-vis de la situation en Catalogne espagnole. Dans notre association, groupe de femmes et d'hommes provenant de différentes sensibilités de la gauche: socialistes, communistes, anarchistes,...malgré leurs différences d'origine, et même de stratégie en ce qui concerne le moyen d'arriver à une société juste et égalitaire, nous avons quelque chose en commun, la défense sans concessions de l'internationalisme et de la solidarité entre les classes populaires sans aucune distinction d'origine, race ou religion. Or, voilà que ces principes ont été trahis par des groupes politiques catalans qui, en se réclamant de gauche, ont constitué une alliance interclassiste avec de larges secteurs de la petite bourgeoisie catalane, toujours non solidaires avec les autres régions de l'Espagne (1) et avec des attitudes souvent racistes envers les pauvres gens qui sont venues d'ailleurs de la Catalogne en cherchant du pain et du foyer (2).

Dans l'actuel contexte juridique et historique, nous nous permettons de vous signaler que non seulement l'Espagne est depuis 40 ans un état démocratique avec une constitution des plus avancées de l'Europe, mais aussi que sa première constitution, celle de 1812, connue populairement comme «La Pepa», a été la troisième du monde après celle des États-Unis et la française de 1791. Bref, depuis cette date, la lutte du peuple espagnol, y compris la Catalogne, pour la liberté et l'égalité, a été permanente, souvent non seulement contre la réaction interne, mais aussi l'externe. Il n'y a qu'évoquer l'intervention de l'armée absolutiste commandée par le duc d'Angoulême en 1823 ou l'appui des nazis-fascistes à Franco pendant la guerre civile de 1936-39.

Comment donc considérer le putsch séparatiste qui a eu lieu l'année dernière en Catalogne, compte tenu que la région ne s'ajuste pas à aucune des conditions établies par la carte des Nations Unies pour reconnaître le droit à l'autodétermination ? (3). Par analogie, quelle serait la réaction de l'État français vis-à-vis de la proclamation d'indépendance de la part d'un conseil régional (supposons celui de la Corse) ou tout simplement de la convocation d'un référendum ayant pour but la fracture de l'unité de la France ?

Nous croyons qu'il n'est pas nécessaire de vous rappeler que malgré un système électoral bricolé pour donner plus de poids aux zones de la Catalogne de racine nationaliste, le séparatisme n'a réussi qu'à obtenir une majorité de sièges au parlement régional, mais qu'il n'est jamais arrivé à atteindre le 50% du vote populaire. Plus

encore : dans les dernières élections régionales en Catalogne le parti le plus voté a été Ciudadanos, ferme défenseur de la Constitution et opposé au séparatisme.

Comme vous le savez très bien, les leaders du coup d'état échoué (à notre avis il n'y a que ces mots pour qualifier ce qui s'est passé en Catalogne espagnole l'an dernier) sont en fuite ou en prison préventive, y compris le président de la Généralité d'alors, représentant maximum de l'État dans la région par mandat constitutionnel. Nous ne préjugeons pas le verdict du procès en marche. Mais en tout cas nous soutenons que dans un pays comme l'Espagne, où la séparation des pouvoirs existe, il faut laisser agir la justice et mettre les accusés face à leurs responsabilités.

Il faut aussi souligner que d'après plusieurs organismes internationaux, l'Espagne atteint les plus hauts indices de qualité démocratique, et que le niveau d'autonomie des régions espagnoles, tout spécialement la Catalogne et le Pays Basque, vont plus loin, du point de vu des compétences, que celles que profitent les états de quelques fédérations.

Loin de nous de vouloir cacher les erreurs commis par les gouvernements espagnols dans la gestion de la crise catalane, mais en tout cas ces erreurs ne justifient pas du tout le comportement criminel de la clique dirigeante de la rébellion.

Nous ne pouvons pas oublier la solidarité du PCF, et de la gauche française en générale, pendant les années les plus noires de notre histoire récente. Il n'y a qu'à évoquer la figure d'un dirigeant du PCF, André Marty, catalan du Roussillon, qui est venu, parmi beaucoup d'autres français, défendre la liberté d'Espagne face au fascisme. De la même façon que beaucoup de républicains espagnols ont donné leur vie pour la liberté de la France. Au nom de cette solidarité partagée, on ne vous demande qu'un effort d'analyse pour ce que vous puissiez vous rendre compte de la situation réelle chez nous. Nous sommes ouverts à la discussion et à la possibilité de vous fournir tous les renseignements supplémentaires nécessaires pour cela. En échange, nous attendons votre compréhension pour la lutte que nous menons dans ASEC-ASIC avec tous les autres démocrates, organisés ou non, pour la préservation de l'unité nationale de l'Espagne.

Recevez, chers amis, notre salutation fraternelle.

Barcelona 28 novembre 2018

1.- *Balanzas fiscales: una breve introducción*, Ángel de la Fuente :

<https://www.uv.es/gadopas/de.la.fuente.balanzas.fiscales.pdf>.

2.- *El discurso xenófobo del nuevo presidente de Cataluña*, Daniel Gascón:

<https://www.nytimes.com/es/2018/05/15/opinion-gascon-cataluna-torra-proces/>.

3.- *Derechos Torcidos*, M. Candel: <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=216933>



www.asec-asic.org